

Paris, le **16 OCT. 2014**

Monsieur le Président,

La Cour Européenne des Droits de l'Homme a estimé dans deux arrêts en date du 2 octobre dernier que si la liberté des militaires peut faire l'objet de restrictions légitimes, ceux-ci ne peuvent se voir refuser, de façon générale, un droit d'association pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

J'ai donc décidé d'engager une réflexion sur la portée exacte et les conséquences de ces jugements.

A cet effet, je vous demande de conduire une étude permettant d'évaluer les options juridiques qui nous sont ouvertes. Elle devront respecter les missions opérationnelles des armées et de la gendarmerie nationale, les impératifs de la défense et de la sécurité nationale comme les intérêts fondamentaux de la Nation.

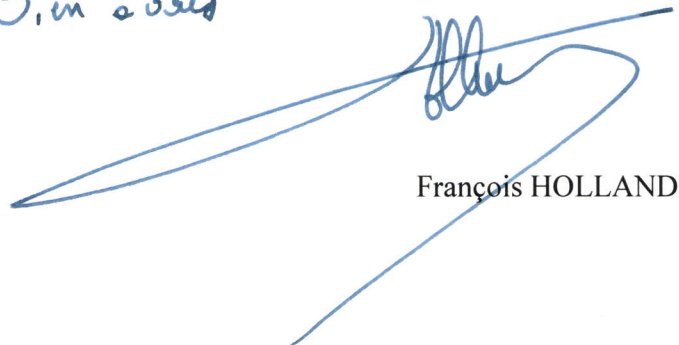
Vous recueillerez l'avis des hauts responsables civils et militaires concernés en particulier le Chef d'état-major des armées et le directeur général de la Gendarmerie nationale et bénéficierez du concours des représentants et des services du Premier ministre ainsi que des ministres concernés.

Vous veillerez à tenir compte dans votre réflexion des évolutions possibles de la concertation militaire, eu égard aux travaux déjà engagés en ce sens par le ministère de la défense en liaison avec le ministre de l'Intérieur.

Vous me présenterez vos conclusions au plus tard le 15 décembre 2014.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Bim à vous



François HOLLANDE

Monsieur Bernard PÊCHEUR
Président de la section de l'administration
Conseil d'Etat
1, Place du Palais Royal
75001 PARIS